

Dominique FLEURAT conseillère régionale



Lettre d'information n°8
Septembre



Au sommaire

- ▶ Edito
- ▶ Actualité régionale
- ▶ Réforme territoriale :
démocratie en danger
- ▶ Emplois associatifs
- ▶ Festival DARC
- ▶ La télévision locale :
une belle idée

Liens

www.groupepsprg.com
www.regioncentre.fr
www.ps-chateauroux.org
<http://indre.parti-socialiste.fr>
www.unmondedavance.eu
<http://gaucheavenir.org>

Edito

La pause estivale se termine ! L'annonce des bonus que les banques pourraient verser a sonné comme un coup de gong vite étouffé par le bruit fait autour du virus de la grippe. C'est dans ce contexte que se prépare les « rentrées ».

Rentrée scolaire

Les 13 500 suppressions de postes sont, paraît-il indolores pour l'encadrement des élèves ! Et qui peut croire encore que l'objectif est leur réussite alors que la situation dans l'Education Nationale n'a jamais été aussi tendue avec des personnels souvent désorientés par des réformes sans cohérence

Rentrée sociale

Les spots médiatiques ont abandonné les luttes des salariés dans les entreprises en difficulté mais les chômeurs qui s'engagent dans le labyrinthe de Pôle Emploi découvrent la totale désorganisation due à la fusion ratée ANPE-ASSEDIC et à l'afflux des inscriptions.

Rentrée politique

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, tous les élus n'ont pas les yeux rivés sur la Présidentielle. Réforme territoriale et élections régionales seront prioritaires. L'une parce qu'elle est un instrument déterminant pour renforcer le pouvoir de Sarkozy, l'autre parce que le fait régional avec le bilan des équipes presque toutes à gauche est excellent et constitue un obstacle à la politique libérale territorialisée.

L'action collective sur les territoires sera décisive. Bonne rentrée !

Actualité régionale

samedi 5 septembre : Inauguration maison médicale de Clion
Mercredi 9 septembre : Formation agenda 21 à Valençay
Jeudi 10 septembre : Commission enseignement supérieur à Orléans
Mardi 15 septembre : Commission culture à Orléans
Vendredi 18 septembre : Commission Permanente à Orléans
Samedi 19 septembre : Anniversaire du CPIE à Azay le Ferron
Jeudi 24 septembre : Comité de pilotage CAP'Asso à Orléans
Mardi 29 septembre : CA de Centre Images à Orléans



Réforme territoriale : démocratie en danger

Ce qui n'était qu'un travail de commission avec des propositions déjà suffisamment inquiétantes pour avoir suscité de nombreuses réactions devient un vrai projet de destruction territoriale de la république. Alerter nos concitoyens sur les conséquences désastreuses d'un tel texte dans en faire un débat technique est une urgence. Quelques points de repère :

Les conseillers territoriaux

Leur mode d'élection n'est pas encore affiché mais l'objectif de réduire le nombre d'élus de gauche est clair. Avec la proportionnelle sur les cantons urbains et un scrutin nominal sans 2ème tour sur les cantons ruraux, la visibilité pour les électeurs est loin d'être évidente

La limitation des financements croisés

Pas de définition du périmètre des compétences pour les départements et les régions et surtout suppression de la clause de compétence générale. Cette compétence « sur tout » ne serait plus que pour l'Etat (renforcé) et des communes (affaiblies). Avec une limitation à 50% pour les subventions, comment les communes pourront-elles financer leurs projets ?

La réforme de la taxe professionnelle

C'est la fin de l'autonomie fiscale avec l'impossibilité de faire des choix pour les collectivités. C'est faire retomber sur les ménages les financements de l'action publique. C'est un étranglement progressif et continu par la baisse des dotations.



Dans le contexte de crise que nous vivons, l'action des collectivités locales pour protéger les populations les plus fragiles, pour investir dans l'économie, pour permettre le maintien de services publics que le gouvernement de droite sacrifie, est indispensable.

Non, il n'y a pas trop d'élus ! Que deviendrait la démocratie sans leur action au quotidien qui est bénévole pour une grande majorité d'entre eux ? La proximité permet la protection, la solidarité et la cohésion sociale.

Nous ne voulons pas d'une réforme qui sacrifie les hommes et les territoires.

Emplois associatifs



Fin des mises à disposition de postes de l'Education Nationale et baisse des subventions de l'Etat : les associations, en particulier celles de l'éducation populaire vivent des moments difficiles. Leurs activités menées en direction des jeunes et avec les équipes éducatives ont pourtant toujours la même pertinence. **Education à l'environnement et à la citoyenneté, culture scientifique, loisirs éducatifs : leur action est irremplaçable.**

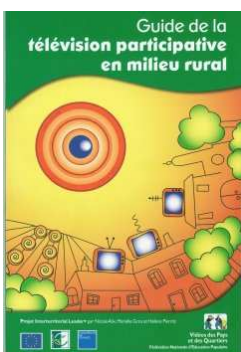
Le dispositif CAP'Asso a la souplesse nécessaire pour faire du « sur-mesure » et un travail constructif s'est mené avec les réseaux pour pérenniser les postes de coordinateurs sans lesquels rien ne peut se faire. Pour autant, l'action collective doit se poursuivre pour réclamer à l'Etat les moyens nécessaires à cette intervention.

Festival DARC

DARC à la fin du mois d'août, c'est presque une institution dans la ville. Si la région n'est pas le premier financeur, elle accompagne le festival d'une manière ciblée en soutenant la soirée consacrée à la danse (**cette année, la compagnie Pietragalla**). Plus de 800 places ont également été achetées pour permettre à des associations de les distribuer à des personnes qui viennent rarement à ces spectacles de danse. **Qu'en sera-t-il du financement de la culture après la réforme des collectivités locales ?**



La télévision locale : une belle idée



Elles sont 3 en région Centre : TV Tours, Orléans TV et BIP TV. Le CSA qui n'a jamais accordé de fréquence à une télévision associative sauf en Ile de France (en canal partagé) sous prétexte de viabilité économique non assurée devrait revoir sa copie. **Les difficultés financières des télévisions locales commerciales s'aggravent** avec celles des banques et de la presse quotidienne qui les soutiennent et la baisse des recettes publicitaires. Vers qui se tournent-elles ? Les collectivités locales bien sûr.

Il est plus que temps que les élus aient une vraie réflexion politique sur cette question des médias. La télévision ne peut pas être ignorée par des responsables soucieux de démocratie, de participation et d'identité territoriale. Des outils existent pour intervenir. **Encore faut-il la volonté politique d'en faire une préoccupation centrale !**

Contact : Dominique Fleurat Groupe socialiste 02 38 70 34 62 dofleurat@neuf.fr